

Revenu disponible par habitant

Mai 2022



Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions

Stéphane Ladouceur

Le présent bulletin fait un survol de l'évolution du revenu disponible par habitant en 2020, une année qui a été marquée par des bouleversements économiques majeurs causés par le début de la crise sanitaire liée à la COVID-19. En plus de comparer les résultats du Québec avec ceux du Canada et des autres provinces, la publication jette un regard sur l'évolution récente du revenu disponible à l'échelle des régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC)¹. L'analyse ne se limite pas à la seule comparaison du revenu disponible, qui est un agrégat des comptes macroéconomiques (voir l'encadré [Précisions méthodologiques](#) pour connaître sa définition). Elle porte également sur les transferts des administrations publiques aux particuliers, lesquels représentent la seconde source de revenus des particuliers, et ont connu une hausse sans précédent, stimulés par les différentes mesures de soutien du revenu instaurées par le gouvernement canadien afin d'atténuer les conséquences économiques de la crise sanitaire.

Faits saillants

Au Québec

- Malgré la baisse de l'activité économique causée par la crise sanitaire, le revenu disponible par habitant a augmenté de 8,2 % au Québec en 2020.
- La hausse survenue en 2020 s'explique en bonne partie par les mesures de soutien du revenu mises en place par le gouvernement fédéral pour répondre à la crise de la COVID-19, qui ont plus que compensé la baisse de la rémunération des salariés et des revenus nets des entreprises individuelles.

Comparaison avec le Canada

- En 2020, la croissance du revenu disponible par habitant a été plus forte au Québec qu'au Canada (+ 7,7 %). C'est la cinquième année consécutive que la province enregistre une croissance supérieure à celle observée dans l'ensemble du pays.
- En dépit d'une augmentation plus prononcée, le revenu disponible par habitant du Québec (33 093 \$) demeure inférieur à celui du Canada (36 745 \$). À l'échelle des provinces canadiennes, le Québec

se classe au septième rang devant le Manitoba (32 706 \$), mais derrière la Nouvelle-Écosse (33 163 \$).

Régions administratives

- Toutes les régions administratives du Québec connaissent une croissance substantielle de leur revenu disponible en 2020, stimulée par une hausse record des transferts en provenance des administrations publiques. Les régions du Nord-du-Québec (+ 9,5 %) et de Laval (+ 9,0 %) se distinguent en enregistrant les augmentations les plus fortes.

Suite à la page 2

1. L'Institut de la statistique du Québec produit les estimations infraprovinciales du revenu disponible, alors que Statistique Canada, de son côté, est responsable des estimations annuelles provinciales, territoriales et nationales.

Évolution du revenu disponible au Québec

Selon les plus récentes estimations annuelles de Statistique Canada, le revenu disponible par habitant a progressé de 8,2 % au Québec en 2020. Il s'agit de la plus forte croissance en dollars courants depuis 1984. Cette hausse prononcée du revenu disponible est essentiellement attribuable aux différentes mesures de soutien mises en place par le gouvernement fédéral pour répondre à la crise de la COVID-19, qui ont plus que compensé la baisse des revenus de travail.

Les différentes mesures de soutien du revenu mises en œuvre par l'administration fédérale, telles que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de relance économique (PCRE), ont entraîné une augmentation sans précédent des transferts gouvernementaux versés aux particuliers. Au Québec, les transferts en provenance des administrations publiques sont passés de 6 955 \$ par habitant en 2019 à 9 604 \$ en 2020, soit une progression annuelle de 38,1 %.

En revanche, les restrictions sanitaires imposées par les pouvoirs publics pour enrayer la propagation de la COVID-19, telles que la fermeture temporaire des commerces et des services jugés non essentiels au cours de la première et de la deuxième vague, ont entraîné des pertes d'emplois et ont eu une incidence sur les revenus de travail. La rémunération des salariés, qui est la principale composante du revenu disponible, a subi un premier recul depuis 2009. Elle est passée de 29 512 \$ par habitant en 2019 à 29 340 \$ en 2020, soit une baisse de 0,6 %. Soulignons cependant que le repli de la rémunération des salariés constaté au Québec a été de moins grande ampleur que celui enregistré dans les neuf autres provinces canadiennes. L'activité des travailleurs autonomes a aussi été affectée par la crise sanitaire. Les revenus nets des entreprises individuelles non agricoles ont chuté de 5,8 % au Québec entre 2019 et 2020. Il s'agit de la plus forte baisse depuis que des statistiques sur le sujet sont disponibles (1981).

- C'est la Montérégie (34 369 \$) qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé au Québec en 2020. Viennent immédiatement ensuite les régions de la Capitale-Nationale (34 196 \$) et de Montréal (34 019 \$). À l'inverse, la Mauricie ferme la marche avec un revenu disponible par habitant inférieur à 30 000 \$.

MRC

- À l'échelle des MRC, les hausses les plus importantes ont été observées dans les territoires de l'Administration régionale Kativik (+ 12,7 %) dans le Nord-du-Québec, de Robert-Cliche (+ 11,9 %) dans Chaudière-Appalaches,

des Jardins-de-Napierville (+ 11,8 %) en Montérégie et des Pays-d'en-Haut (+ 11,8 %) dans les Laurentides.

- La MRC de Caniapiscau (44 497 \$), sur la Côte-Nord, dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation minière, est celle qui affiche le revenu disponible le plus élevé. Les MRC situées en périphérie de Montréal ainsi que celles situées autour de la ville de Québec font également bonne figure, et présentent pour la plupart un revenu disponible par habitant nettement supérieur à la moyenne québécoise. C'est notamment le cas de La Vallée-du-Richelieu (37 711 \$), sur la Rive-Sud de Montréal, et de La Jacques-Cartier (38 324 \$), en banlieue de Québec.

Le revenu disponible au Canada et dans les provinces

Au Canada, le revenu disponible par habitant croît de 7,7 % en 2020, soit un peu plus faiblement qu'au Québec. Dans l'ensemble du pays, la baisse de la rémunération des salariés a diminué plus fortement qu'au Québec. En revanche, les transferts courants en provenance des administrations publiques y ont augmenté plus rapidement. Soulignons que c'est la cinquième année consécutive que le Québec enregistre une croissance du revenu disponible par habitant supérieure à celle observée au Canada.

À l'échelle des provinces canadiennes, ce sont la Colombie-Britannique (+ 9,9 %) et le Manitoba (+ 9,2 %) qui connaissent les hausses les plus prononcées du revenu disponible. La forte croissance observée dans ces deux provinces de l'Ouest est attribuable à l'augmentation marquée des transferts des administrations publiques et à l'accroissement du revenu mixte net. À l'opposé, l'Alberta (+ 2,3 %) est la province qui affiche la hausse la plus timide au pays. Celle-ci s'explique notamment par un repli important de la rémunération des salariés, lequel a été entièrement compensé par la hausse marquée des transferts en provenance des administrations publiques.



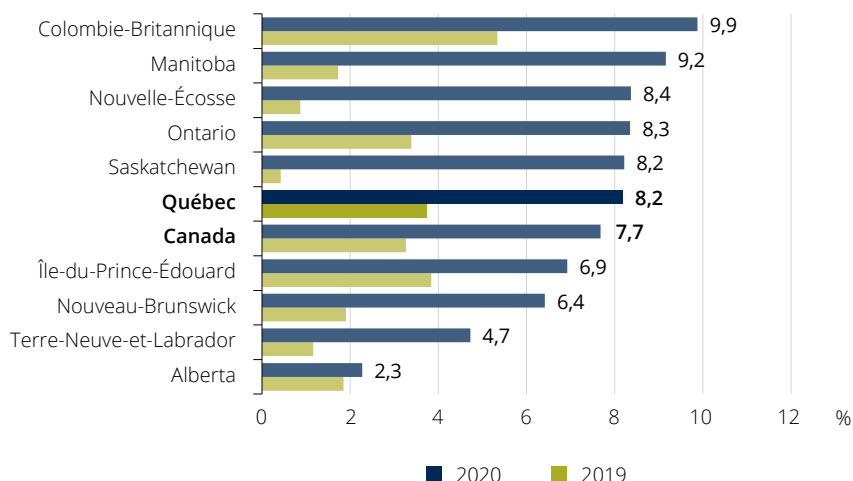
Photo : Nathan Dumlao / Unsplash

En dépit d'une croissance plus forte, le revenu disponible par habitant du Québec demeure inférieur à celui du Canada ; il s'établit en 2020 à 33 093 \$ dans la province, contre 36 745 \$ dans l'ensemble du pays. Toutefois, l'écart relatif entre la province et le Canada ne cesse de rétrécir depuis 2016. Il a diminué de 1,4 point de pourcentage, passant de 11,3 %² en 2016 à 9,9 % en 2020.

C'est la Colombie-Britannique qui affiche en 2020 le revenu disponible par habitant le plus élevé au pays, celui-ci atteignant 40 423 \$. Viennent ensuite l'Alberta (40 344 \$) et l'Ontario (37 420 \$). Le Québec (33 093 \$) occupe pour sa part le septième rang tout juste devant le Manitoba (32 706 \$), mais immédiatement derrière la Nouvelle-Écosse (33 163 \$).

Figure 1

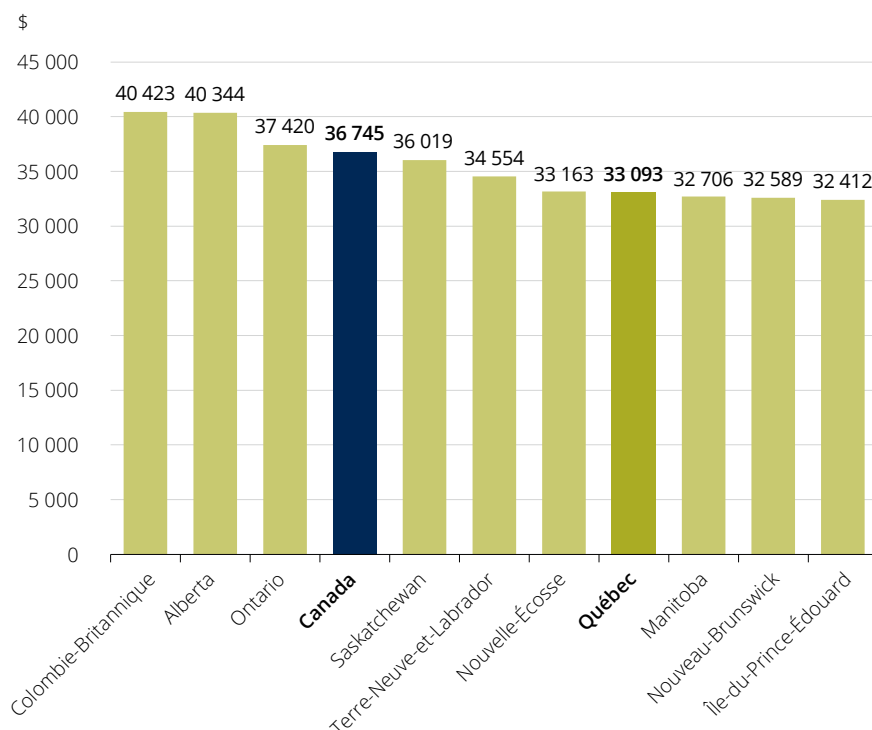
Variations annuelles du revenu disponible par habitant, provinces et Canada, 2019 et 2020



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Estimations démographiques. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 2

Revenu disponible par habitant, provinces et Canada, 2020



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Estimations démographiques. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Photo : fizkes / Shutterstock

2. L'écart est défini ici comme la différence entre le revenu disponible du Québec et celui du Canada, divisée par le revenu disponible du Canada. Il est exprimé en pourcentage.

Revenu disponible par habitant : précisions méthodologiques

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du Système des comptes macroéconomiques. Il représente le revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire. Pour obtenir le revenu disponible par habitant, on additionne d'abord tous les revenus des résidents d'un territoire donné. On soustrait ensuite les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale ainsi que les cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées. Puis, on divise par l'ensemble de la population du territoire, tous âges confondus.

Les principales composantes du revenu des particuliers sont, en ordre d'importance, la rémunération des salariés, les transferts des administrations publiques (prestations de la Sécurité de la vieillesse, d'aide financière de dernier recours, d'assurance-emploi, PCU, etc.), le revenu mixte net, le revenu net de la propriété et les transferts des sociétés financières (prestations de retraite versées par les régimes à prestations et à cotisations déterminées).

Il importe de mentionner que les transferts sociaux en nature, soit les biens et services fournis gratuitement ou à faible coût aux citoyens par les administrations publiques, tels que les soins médicaux et les services éducatifs, ne sont pas pris

en compte dans le revenu disponible. Notons également que les estimations sur le revenu disponible par habitant ne tiennent pas compte des différences du coût de la vie entre les territoires.

Enfin, signalons que c'est l'Institut de la statistique du Québec qui produit les estimations infraprovinciales du revenu disponible, alors que Statistique Canada, de son côté, est responsable des estimations annuelles provinciales, territoriales et nationales. Les deux organismes statistiques s'appuient sur les normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique pour produire leurs estimations.

Figure 3

Composition du revenu disponible selon le Système des comptes macroéconomiques

Revenu disponible			
Revenu primaire	+	Transferts courants reçus	- Transferts courants payés
Rémunération des salariés Revenu mixte net Revenu net des entreprises agricoles Revenu net des entreprises non agricoles Revenu net de location Revenu net de la propriété		Des ISBLSM¹ Des sociétés financières Des administrations publiques Fédérale Provinciale Autochtones RRQ et RPC Des non-résidents	Aux ISBLSM¹ Aux sociétés financières Aux administrations publiques Impôt sur le revenu Cotisations aux régimes d'assurance sociale Autres transferts Aux non-résidents

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Forte croissance dans l'ensemble des régions

En 2020, le revenu disponible par habitant augmente de façon substantielle dans les 17 régions administratives du Québec, propulsé par l'accroissement sans précédent des transferts en provenance des administrations publiques. L'ampleur de la hausse varie toutefois considérablement d'une région à l'autre.

Avec une augmentation de 9,5 %, la région du Nord-du-Québec est celle qui a connu la plus forte progression. Cette hausse est attribuable essentiellement à l'augmentation particulièrement importante des transferts en provenance de l'administration publique fédérale qui ont bondi de plus de 80 % entre 2019 et 2020, une croissance qui découle en bonne partie des mesures de soutien au revenu en lien avec la crise de la COVID-19. L'augmentation substantielle des transferts

courants fédéraux reçus par les particuliers a plus que compensé la baisse de 0,5 % du revenu primaire survenue dans la région. En parallèle, les transferts payés par les particuliers du Nord-du-Québec aux administrations publiques, dont l'impôt sur le revenu, y ont progressé moins fortement que dans l'ensemble du Québec entre 2019 et 2020.

Outre le Nord-du-Québec, neuf régions ont enregistré en 2020 une croissance supérieure ou égale à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 8,2 %). Parmi celles-ci, Laval, l'Estrie et le Centre-du-Québec se démarquent avec une croissance annuelle de 8,8 % ou plus.

En revanche, l'Abitibi-Témiscamingue est la région qui enregistre la plus faible progression du revenu disponible par habitant en

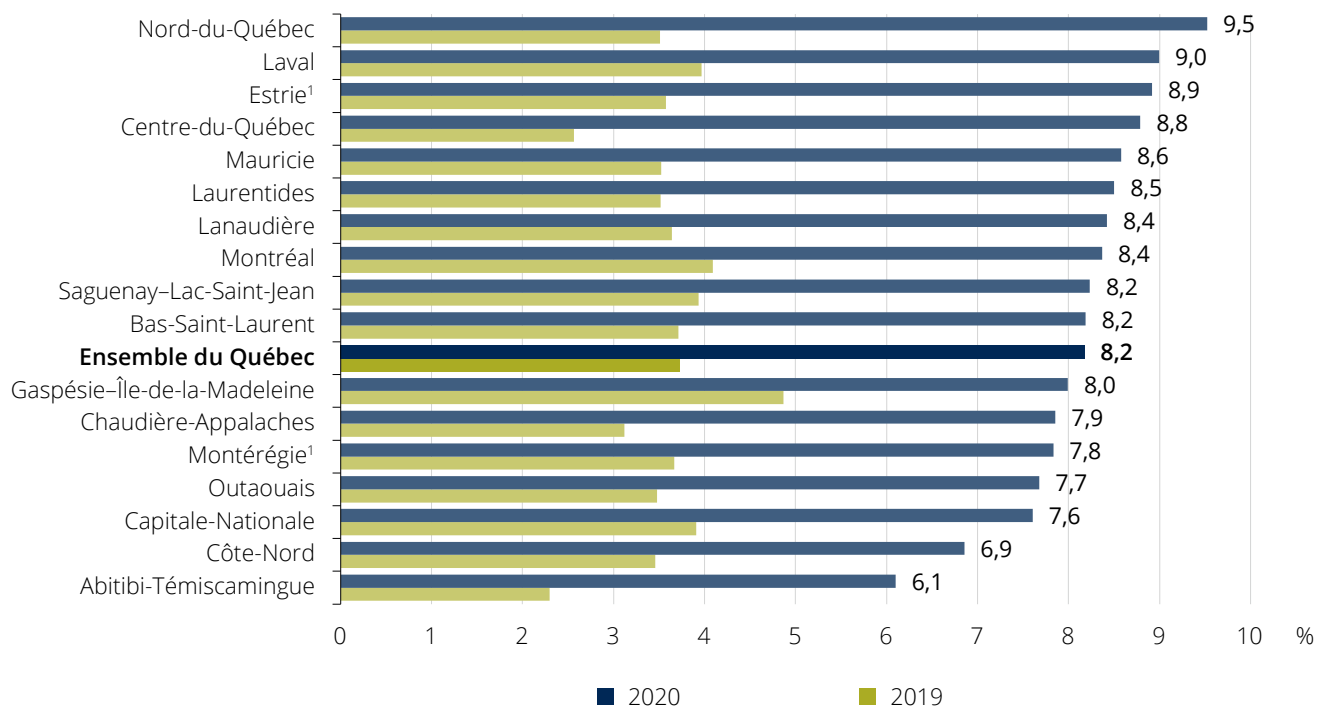
2020. Dans cette région, la rémunération des salariés a diminué fortement durant cette période, soit de 2,3 %. Par contre, cette perte salariale a été plus que contrebalancée par la hausse des transferts en provenance des administrations publiques.



Photo : otello-stpdc / Shutterstock

Figure 4

Variations annuelles du revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2019 et 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

La Montérégie arrive en tête des régions

En 2020, c'est la Montérégie (34 369 \$) qui présente le revenu disponible par habitant le plus élevé de toutes les régions administratives. Elle est immédiatement suivie par la Capitale-Nationale (34 196 \$), Montréal (34 019 \$) et les Laurentides (33 927 \$). L'Abitibi-Témiscamingue, où le revenu disponible atteint 33 097 \$, est la seule région éloignée des grands centres urbains qui affiche un revenu disponible supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec.

Les niveaux de revenus élevés en Montérégie et dans la Capitale-Nationale s'expliquent notamment par la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, qui est parmi les plus élevés du Québec. Pour leur part, les régions de Montréal et des Laurentides continuent de se caractériser par des revenus nets de la propriété particulièrement importants, lesquels sont constitués, entre autres, de revenus de placements. Quant à l'Abitibi-Témiscamingue, la présence

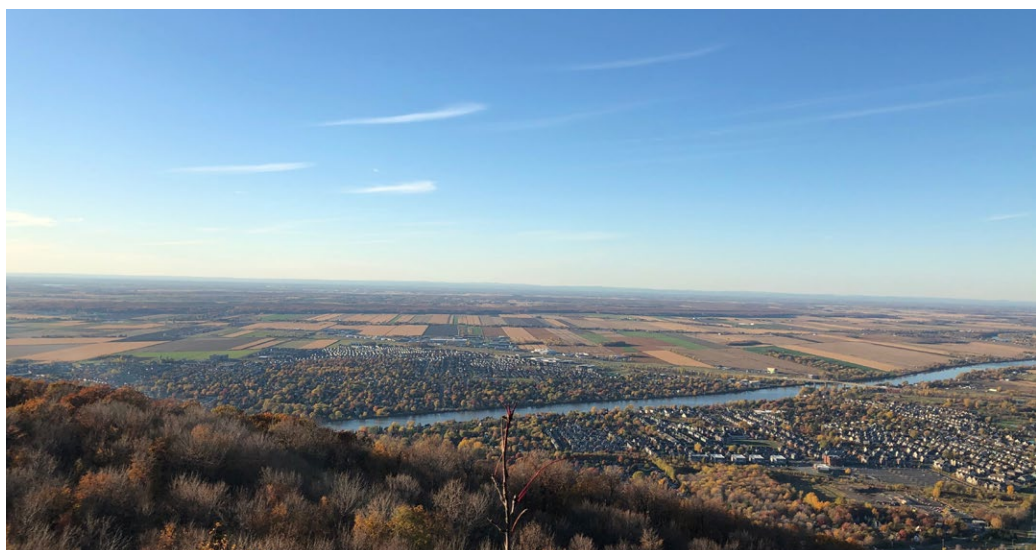


Photo : Maria-Luiza / Shutterstock

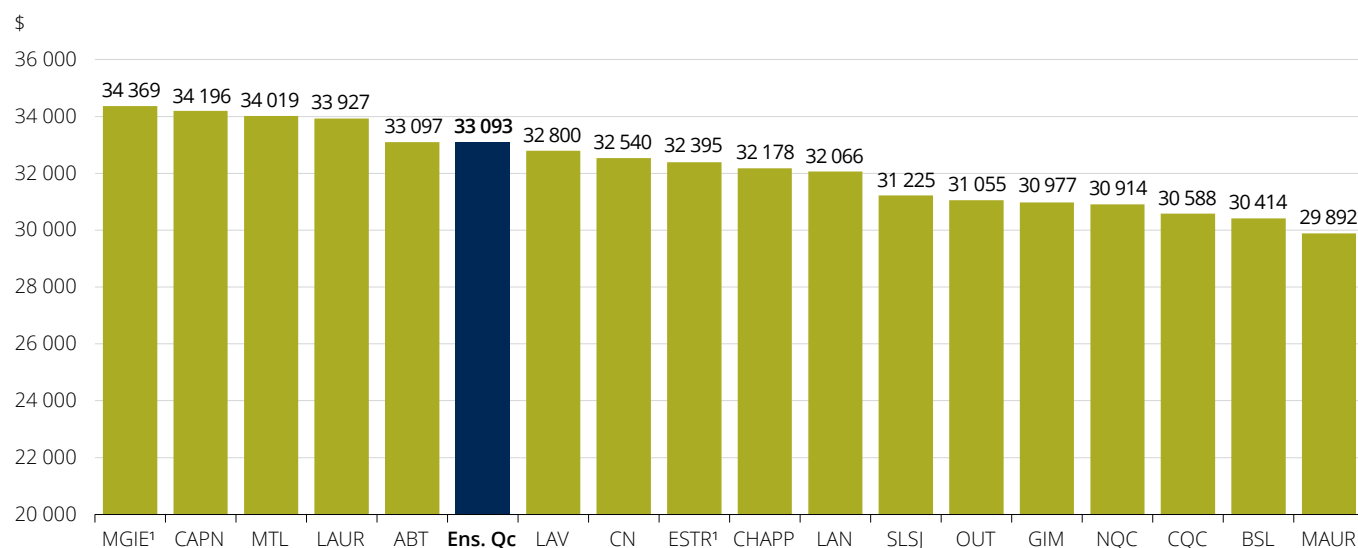
marquée de travailleurs miniers profitant de salaires particulièrement importants contribue certainement à tirer vers le haut le revenu disponible par habitant de la région.

À l'autre bout du spectre, les régions de la Mauricie, du Bas-Saint-Laurent, du Centre-du-Québec, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

ferment la marche avec des revenus disponibles par habitant inférieurs à 31 000 \$. Dans ces cinq territoires, les revenus primaires, qui comprennent à la fois la rémunération des salariés, le revenu mixte net et le revenu net de la propriété, tendent à y être nettement moins élevés que dans l'ensemble du Québec.

Figure 5

Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Croissance record des transferts en provenance des administrations publiques en 2020

Les différents ordres de gouvernement ont versé 82,4 milliards en transferts courants aux Québécois en 2020, ce qui représente 23,2 milliards de plus que l'année précédente. Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à 9 604 \$ en 2020, en hausse de 38,1 % par rapport à l'année précédente.

Cette croissance inédite est attribuable principalement aux transferts courants en provenance de l'administration publique fédérale, qui connaissent une hausse de 80,0 % (voir [tableau 2](#)) et qui découlent essentiellement des mesures de soutien mises en place par le gouvernement canadien pour atténuer les répercussions économiques négatives provoquées par la pandémie de COVID-19. Les principaux programmes de soutien du revenu à l'intention des particuliers instaurés en 2020 sont, en

ordre d'importance, la PCU, la PCRE et la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE). En plus de ces nouveaux programmes, le gouvernement fédéral a bonifié certaines mesures existantes au cours de l'année 2020. Par exemple, il a versé en avril aux particuliers à revenu faible ou modeste un paiement additionnel par l'intermédiaire du crédit de TPS, et procédé en mai à une augmentation ponctuelle de l'Allocation canadienne pour enfants. Il a également versé, en juillet 2020, un paiement unique non imposable de 300 \$ aux bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse et de 200 \$ aux personnes âgées admissibles au Supplément de revenu garanti (SRG). Grâce entre autres à ces différentes mesures de soutien, les transferts gouvernementaux fédéraux par habitant sont passés de 3 228 \$ en 2019 à 5 810 \$ en 2020 au Québec.³

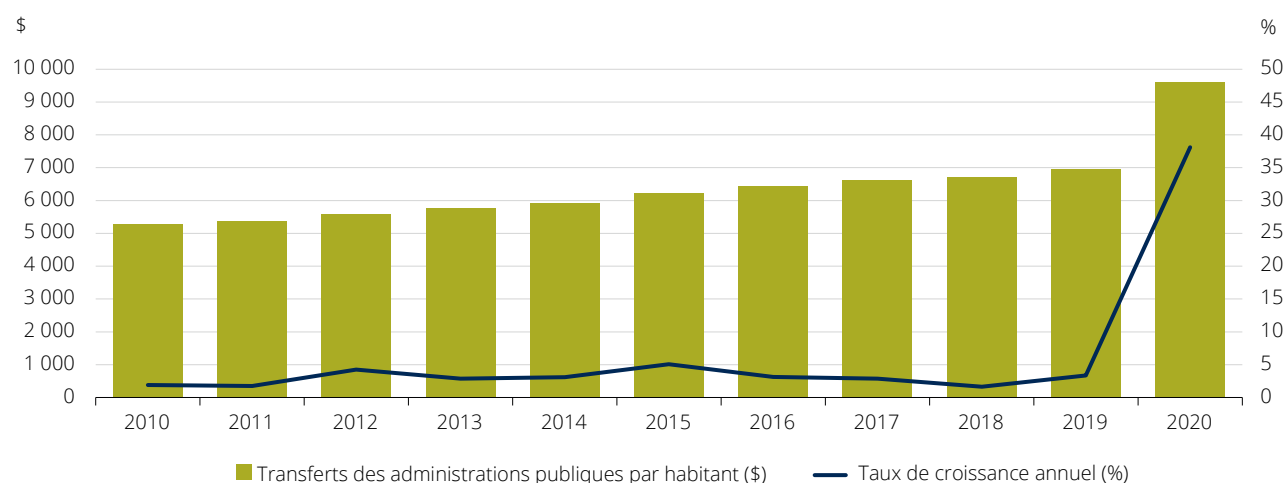
Pour leur part, les transferts courants provinciaux par habitant augmentent plus modestement en 2020 que les transferts courants fédéraux, soit de 1,0 %, pour atteindre 1 937 \$. La hausse des transferts courants en provenance de l'administration publique provinciale en 2020 est principalement attribuable à l'Allocation famille, qui connaît une croissance marquée. En revanche, les prestations d'aide financière de dernier recours ont reculé pour une deuxième année consécutive.



Photo : Backcountry Media / Shutterstock

Figure 6

Transferts des administrations publiques par habitant, ensemble du Québec, 2010 à 2020



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Estimations démographiques. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Les données présentant l'évolution de 2002 à 2020 des différentes composantes du revenu disponible, dont les transferts courants des administrations publiques, à l'échelle des régions administratives et de l'ensemble du Québec sont disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Forte hausse des transferts gouvernementaux à Montréal et dans les régions avoisinantes

Sur le plan régional, la hausse des transferts gouvernementaux par habitant a été substantielle dans l'ensemble des régions administratives. Comme le montre la figure 7, les territoires qui enregistrent les plus fortes augmentations en 2020 sont Montréal (+ 49,3 %) et les quatre régions qui lui sont adjacentes, à savoir Laval (+ 50,4 %), les Laurentides (+ 40,5 %), la Montérégie (+ 38,4 %) et Lanaudière (+ 37,1 %). De manière générale, les travailleurs de ces régions semblent avoir eu recours dans une plus grande proportion et pendant plus longtemps que ceux du reste du Québec aux mesures de soutien

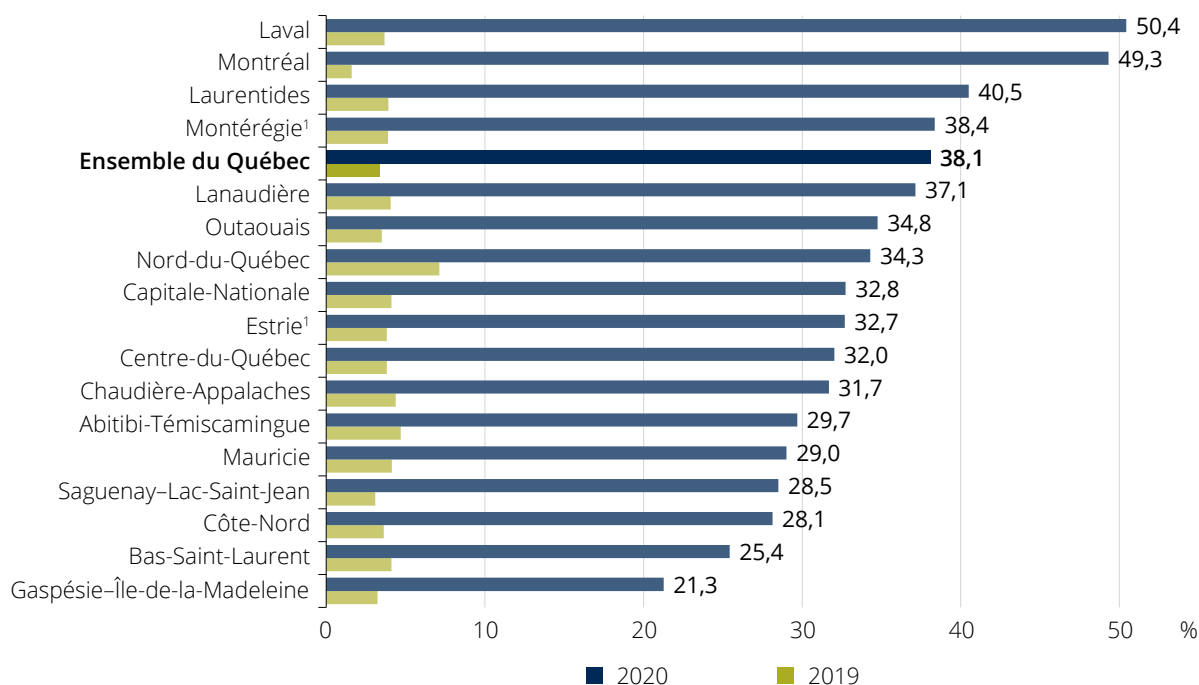
mis en place par le gouvernement fédéral telles que la PCU et la PCRE. Cette situation pourrait être attribuable au fait que la réouverture de certains secteurs d'activité au printemps 2020 a été autorisée un peu plus tard qu'ailleurs sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), lequel couvre en totalité ou en partie ces cinq régions administratives. Qui plus est, devant la recrudescence du nombre de cas de la COVID-19 sur le territoire de la CMM au début de l'automne 2020, les autorités sanitaires ont imposé le 1^{er} octobre un

nouvel arrêt des activités dans certains secteurs tels que les bars, les salles de cinéma et les institutions muséales.

Bien que les transferts gouvernementaux y aient augmenté de façon considérable comparativement à l'année précédente, les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 21,3 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 25,4 %) sont celles où la hausse a été la moins prononcée en 2020, en raison d'une croissance plus faible qu'ailleurs des transferts en provenance de l'administration publique fédérale.

Figure 7

Variations annuelles des transferts des administrations publiques par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2019 et 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrée. Toutes les données de l'Estrée et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Les transferts gouvernementaux par habitant demeurent élevés en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

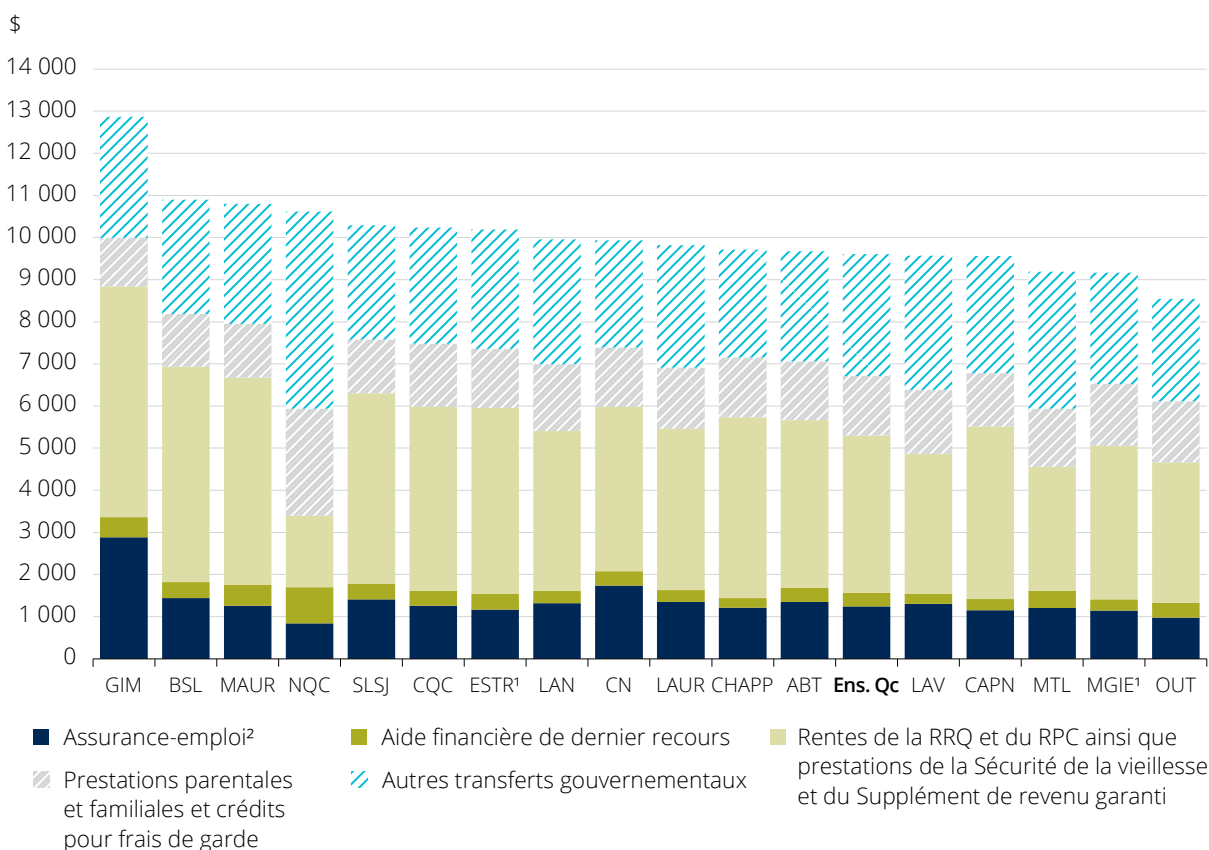
En dépit d'une augmentation plus faible, les résidents de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont ceux qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts courants des différents ordres de gouvernement, comme l'illustre la figure 8. En 2020, les transferts des administrations publiques par habitant s'élèvent à

12 863 \$ dans cette région. Les prestations versées au titre de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti (SRG) et du Régime de rentes du Québec (RRQ) sont particulièrement importantes dans cette région maritime, étant donné que la population y est relativement âgée.

En revanche, la région de l'Outaouais (8 544 \$) est celle dont les transferts gouvernementaux par habitant sont les plus bas en 2020. En raison d'une population relativement plus jeune que dans le reste du Québec, la région reçoit, par habitant, moins en prestations du RRQ, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG que la moyenne provinciale.

Figure 8

Transferts des administrations publiques par habitant selon le type de prestation, régions administratives et ensemble du Québec, 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.
2. Comprend les prestations d'assurance-emploi ainsi que les sommes relatives à la Prestation canadienne d'urgence à titre de prestations d'assurance-emploi.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Aperçu de l'évolution du revenu disponible par MRC

En 2020, le revenu disponible par habitant s'est accru de façon importante par rapport à 2019 dans l'ensemble des 104 MRC de la province. La MRC de l'Administration régionale Kativik, située dans la partie septentrionale de la région du Nord-du-Québec, est celle qui a connu la plus forte augmentation annuelle, soit une hausse de 12,7 %. Dans ce territoire, les transferts gouvernementaux par habitant ont bondi de 51,0 %. Cette progression, la plus forte de la province, s'explique en bonne partie par le fait qu'une portion plus importante des travailleurs de cette MRC a reçu des paiements de la PCU et de la PCRE versés par l'Agence du revenu du Canada.

Outre l'Administration régionale Kativik, cinq MRC enregistrent une augmentation du revenu disponible par habitant de plus de 11 % entre 2019 et 2020. Ces territoires à forte croissance sont relativement dispersés dans les différentes régions du Québec. Ils se trouvent dans Chaudière-Appalaches (Robert-Cliche),

en Montérégie (Les Jardins-de-Napierville), dans les Laurentides (Les Pays-d'en-Haut), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Maria-Chapdelaine), ainsi que dans Lanaudière (Matawinie).

En revanche, dans 56 MRC, le revenu disponible croît moins rapidement que dans l'ensemble du Québec, selon les données provisoires. La MRC de Coaticook (+ 3,2 %), située en Estrie, est celle qui a connu l'augmentation la plus modeste en 2020 en raison, d'une part, d'un repli important du revenu net des entreprises individuelles agricoles et, d'autre part, d'une croissance moins forte des transferts en provenance des administrations publiques que celle enregistrée dans l'ensemble du Québec.

Soulignons que l'ensemble des MRC de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue affichent une croissance inférieure à celle observée au Québec en 2020. Les augmentations les plus faibles sur la Côte-Nord sont notées dans les MRC de Caniapiscau (+ 4,8 %) et du Golfe-du-Saint-Laurent (+ 5,1 %), tandis que dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, ce sont les territoires de La Vallée-de-l'Or

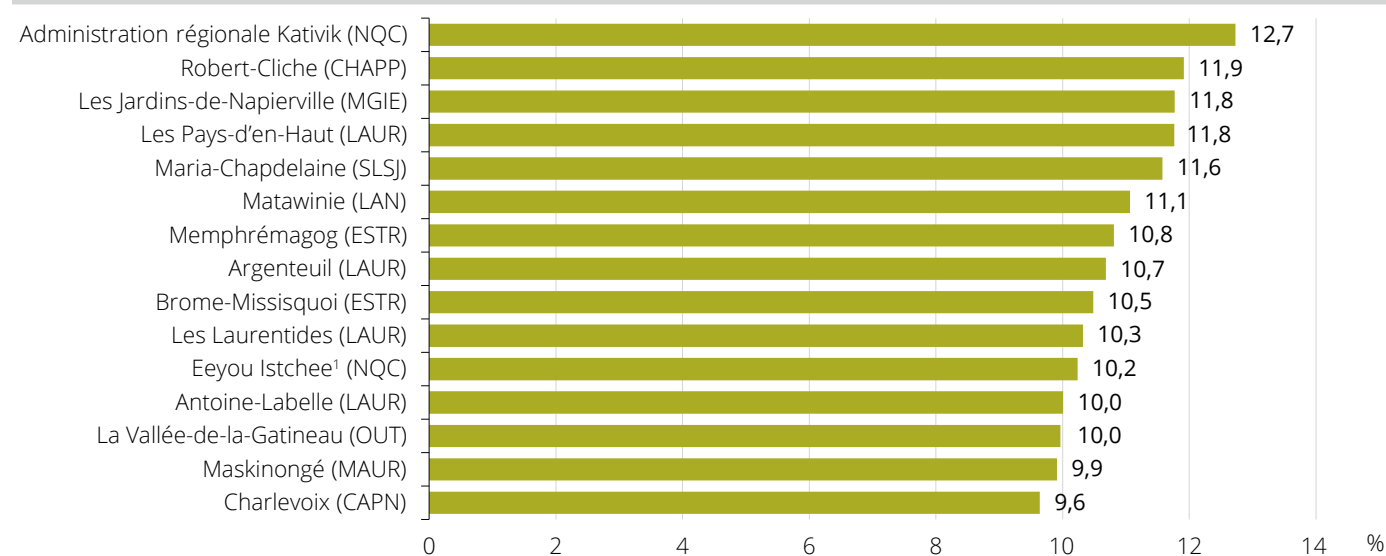
(+ 5,8 %) et de l'Abitibi (+ 5,8 %) qui enregistrent les hausses les plus modestes. Dans ces deux derniers territoires, les revenus primaires ont reculé de façon plus marquée, ce qui a évidemment pesé sur la croissance du revenu disponible.

Caniapiscau arrive en tête des MRC

Pour une douzième année consécutive, la MRC de Caniapiscau (44 497 \$), dont la principale municipalité est Fermont, est celle qui présente le revenu disponible par habitant le plus élevé. Ce niveau de revenu est attribuable en grande partie aux salaires élevés versés aux travailleurs dans le secteur minier. Elle est suivie par les MRC des Pays-d'en-Haut, dans les Laurentides, et de Memphrémagog, en Estrie, qui présentent un revenu disponible par habitant de 41 965 \$ et de 38 661 \$ respectivement. Les résidents de ces deux dernières MRC se distinguent en ayant, en moyenne, des revenus nets de la propriété largement plus élevés que dans le reste du Québec.

Figure 9

Les 15 MRC présentant les plus fortes croissances du revenu disponible par habitant, 2020



1. Toponyme non officiel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Les MRC situées dans les couronnes nord et sud de Montréal ainsi que celles situées autour de la ville de Québec tendent également à présenter un revenu disponible par habitant nettement plus élevé que la moyenne québécoise. C'est notamment le cas des MRC de La Vallée-du-Richelieu (37 711 \$), de Thérèse-De Blainville (36 683 \$) et de Longueuil (35 730 \$), situées en périphérie de Montréal, ainsi que celles de La Jacques-Cartier (38 324 \$), de La Côte-de-Beaupré (36 421 \$) et de L'Île-d'Orléans (36 057 \$), en banlieue de Québec. Quoiqu'inférieur à celui de plusieurs des MRC avoisinantes, le revenu disponible par habitant de Québec (34 058 \$) et de Montréal (34 019 \$) continue de se maintenir au-dessus de celui de l'ensemble du Québec.

En revanche, comme l'illustre la [figure 10](#), la majorité des MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, du Centre-du-Québec et de l'est de Chaudière-Appalaches, ainsi que celles situées au nord de la région de l'Outaouais font moins bonne figure et présentent un revenu disponible par habitant bien en dessous de la moyenne québécoise. En dépit d'une hausse importante enregistrée en 2020, le territoire supralocal de l'Administration régionale Kativik (25 799 \$) continue d'afficher pour sa part, le revenu disponible par habitant le plus bas au Québec. Le faible niveau de revenu dans ce territoire nordique s'explique notamment par le fait qu'on y trouve une forte proportion de jeunes de moins de 18 ans, et que les individus de ce groupe d'âge sont moins susceptibles d'avoir des revenus d'emploi

ou de recevoir des transferts courants des administrations publiques. En 2020, un peu plus du tiers de la population de ce territoire avait moins de 18 ans.



Photo : fizkes / Shutterstock

Tableau 1

Les MRC ayant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et celles ayant les plus faibles, 2020

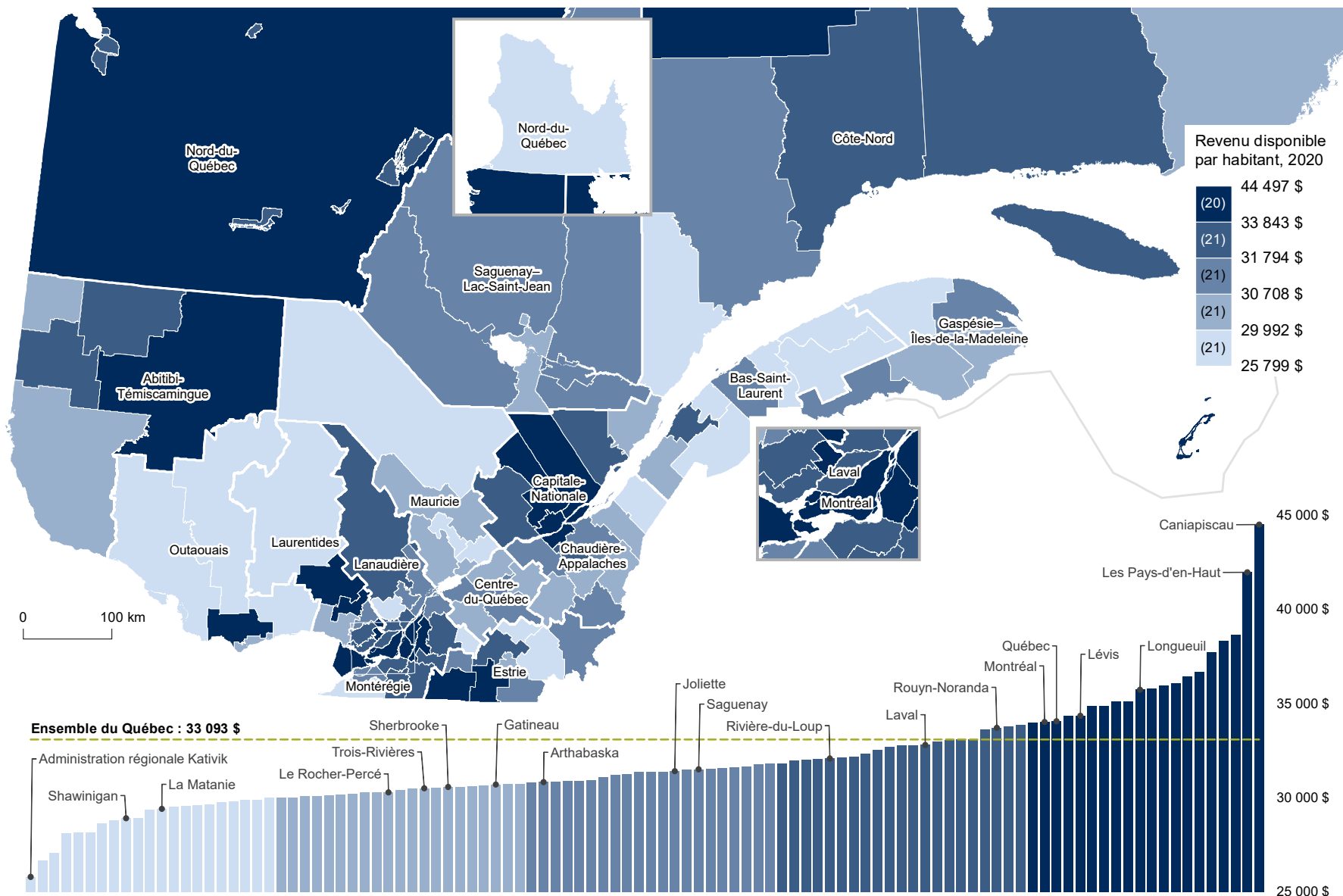
MRC	Région administrative ¹	Revenu disponible	MRC	Région administrative ¹	Revenu disponible
		\$			\$
Les plus élevés			Les plus faibles		
Caniapiscau	CN	44 497	Administration régionale Kativik	NQC	25 799
Les Pays-d'en-Haut	LAUR	41 965	Pontiac	OUT	26 658
Memphrémagog	ESTR	38 661	La Tuque	MAUR	27 053
La Jacques-Cartier	CAPN	38 324	La Haute-Gaspésie	GIM	28 104
La Vallée-du-Richelieu	MGIE	37 711	Les Sources	ESTR	28 152
Thérèse-De Blainville	LAUR	36 683	La Matapédia	BSL	28 157
La Côte-de-Beaupré	CAPN	36 421	La Vallée-de-la-Gatineau	OUT	28 622
L'Île-d'Orléans	CAPN	36 057	La Mitis	BSL	28 795
Brome-Missisquoi	ESTR	35 953	Shawinigan	MAUR	28 910
Les Collines-de-l'Outaouais	OUT	35 786	Témiscouata	BSL	28 923
Longueuil	MGIE	35 730	Les Chenaux	MAUR	29 375
Marguerite-D'Youville	MGIE	35 103	La Matanie	BSL	29 412
Vaudreuil-Soulanges	MGIE	35 101	Le Haut-Saint-François	ESTR	29 532
Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	GIM	34 870	Acton	MGIE	29 555
Jamésie	NQC	34 858	Les Basques	BSL	29 614

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Figure 10

Revenu disponible par habitant, MRC du Québec, 2020



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Données sur le revenu disponible : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada. Données sur les limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs.

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec une certaine prudence

Les estimations sur le revenu disponible par habitant sont régulièrement révisées afin d'y intégrer les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Tant le numérateur (revenu disponible) que le dénominateur (estimation de la population totale) sont sujets à des révisions. Généralement, au moment de la publication des données de l'année la plus récente, les

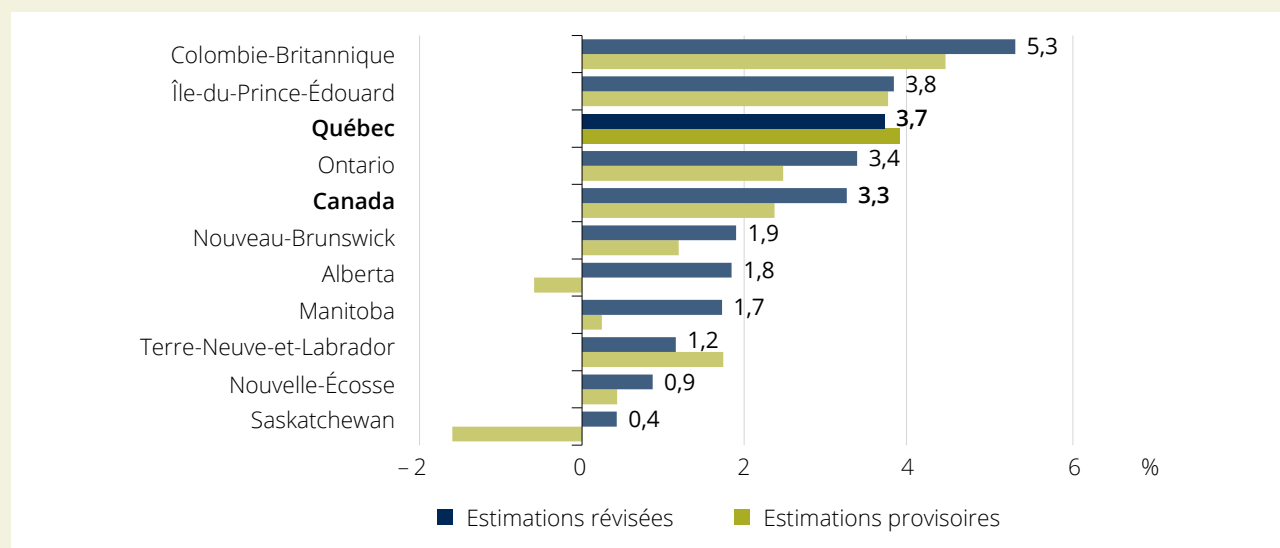
estimations⁴ des deux années précédentes sont révisées. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données provisoires. Ces révisions peuvent entraîner des changements non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par exemple, pour l'Alberta, les estimations révisées indiquent une hausse de 1,8 % du revenu

disponible par habitant en 2019, tandis que les estimations provisoires pointaient plutôt vers une baisse de 0,6 %. Au Québec, le taux de croissance du revenu disponible pour l'année 2019 a été révisé à la baisse de 0,2 point de pourcentage, passant de 3,9 % (données provisoires) à 3,7 % (données révisées).

Suite à la page 14

Figure 11

Variations annuelles du revenu disponible par habitant, selon les estimations révisées et provisoires, provinces et Canada, 2019

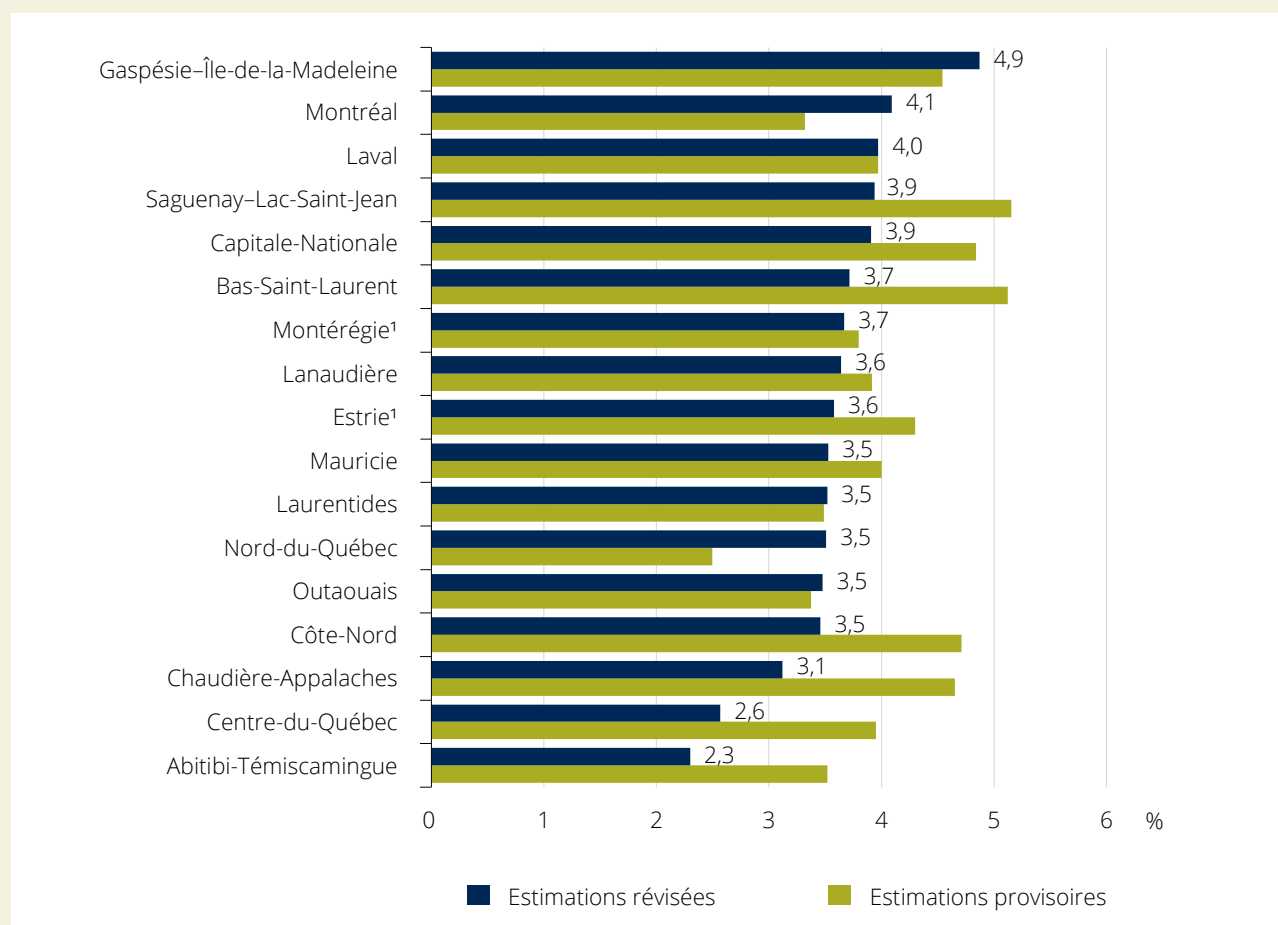


Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Estimations démographiques.
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. À l'occasion, soit environ deux à trois fois par décennie, les estimations du revenu disponible font l'objet de révisions historiques par Statistique Canada dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

Figure 12

Variations annuelles du revenu disponible par habitant selon les estimations révisées et provisoires des régions administratives, 2019



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrée. Toutes les données de l'Estrée et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Toutes les régions administratives québécoises ont également vu leur taux de croissance du revenu disponible par habitant, exprimé en dollars courants, être révisé en 2019, à l'exception de Laval et des Laurentides, où il est demeuré inchangé.

Les révisions les plus marquées ont été enregistrées dans le Centre-du-Québec et dans Chaudière-Appalaches. Dans ces deux régions, le taux de croissance a été révisé à la baisse de 1,4 et de 1,6 point de pourcentage respectivement.

Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des provinces et des territoires qu'à l'échelle des régions administratives et des MRC.

Tableau 2

Composantes du revenu disponible par habitant, ensemble du Québec, 2016 à 2020

	2016	2017	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^p	Variation 2020/2019
	\$					%
Rémunération des salariés	26 068	27 097	28 349	29 512	29 340	-0,6
Revenu mixte net	3 805	3 870	3 931	4 106	4 027	-1,9
Revenu agricole net	202	208	188	179	171	-4,5
Revenu non agricole net	1 785	1 826	1 830	1 922	1 811	-5,8
Revenu de location	1 818	1 835	1 913	2 005	2 045	2,0
Revenu net de la propriété	3 582	3 756	3 575	3 676	3 683	0,2
Égal :						
Revenu primaire	33 455	34 722	35 855	37 294	37 049	-0,7
Plus :						
Transferts courants reçus	9 254	9 469	9 720	10 030	12 821	27,8
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	109	118	129	133	191	43,6
Des sociétés financières	2 640	2 661	2 790	2 865	2 946	2,8
Des administrations publiques	6 436	6 620	6 728	6 955	9 604	38,1
Administration fédérale	2 986	3 121	3 166	3 228	5 810	80,0
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfants	484	665	661	662	727	9,8
Prestation universelle pour la garde d'enfants	109	—	—	—	—	...
Prestations d'assurance-emploi ¹	427	404	376	364	1 240	240,7
Prestations de la Sécurité de la vieillesse et SRG	1 560	1 626	1 683	1 739	1 881	8,2
Transferts divers et autres ²	407	426	446	462	1 961	324,5
Administration provinciale	1 789	1 786	1 806	1 918	1 937	1,0
Indemnités des accidentés du travail	206	213	218	225	241	7,1
Prestations d'assurance parentale	238	233	232	240	249	3,8
Allocation famille	269	272	298	316	380	20,3
Aide financière de dernier recours	352	338	343	341	332	-2,6
Transferts divers	724	731	715	796	734	-7,8
Administrations autochtones	10	16	11	12	13	8,3
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 651	1 697	1 744	1 797	1 844	2,6
Des non-résidents	70	70	73	77	80	3,9
Moins :						
Transferts courants payés	14 872	15 215	16 084	16 732	16 777	0,3
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	381	416	463	476	475	-0,2
Aux sociétés financières	4 607	4 727	5 008	5 231	5 136	-1,8
Aux administrations publiques	9 717	9 889	10 421	10 827	10 972	1,3
Impôts directs des particuliers	6 406	6 559	6 941	7 200	7 365	2,3
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 766	2 769	2 911	3 067	3 051	-0,5
Autres transferts courants aux administrations publiques	544	561	569	560	555	-0,9
Aux non-résidents	168	183	192	199	194	-2,5
Égal :						
Revenu disponible	27 838	28 976	29 491	30 591	33 093	8,2

1. Comprend les prestations d'assurance-emploi ainsi que les sommes relatives à la Prestation canadienne d'urgence à titre de prestations d'assurance-emploi versées par Service Canada.
2. Cette catégorie comprend notamment le crédit de TPS, les allocations pour anciens combattants, ainsi que la Prestation canadienne d'urgence versée par l'Agence du revenu du Canada, la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Estimations démographiques. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Revenu disponible par habitant, provinces et Canada, 2010 à 2020

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^p
	\$										
Canada	27 293	28 017	28 843	29 838	30 523	31 647	31 370	32 545	33 048	34 126	36 745
Terre-Neuve-et-Labrador	25 716	27 318	29 089	30 451	31 369	32 161	31 545	31 922	32 617	32 994	34 554
Île-du-Prince-Édouard	24 037	24 270	25 199	25 664	26 559	27 334	28 074	29 248	29 192	30 314	32 412
Nouvelle-Écosse	24 499	25 055	25 826	26 908	27 576	28 372	28 577	29 518	30 338	30 602	33 163
Nouveau-Brunswick	24 461	25 161	25 940	26 614	27 295	27 894	28 664	29 533	30 053	30 624	32 589
Québec	23 863	24 530	25 370	25 968	26 586	27 383	27 838	28 976	29 491	30 591	33 093
Ontario	27 843	28 275	28 577	29 476	30 099	31 360	31 552	32 540	33 404	34 536	37 420
Manitoba	24 495	25 237	26 257	27 134	27 553	28 767	28 562	29 686	29 455	29 963	32 706
Saskatchewan	27 626	29 421	30 523	32 345	32 232	33 776	32 806	33 483	33 143	33 285	36 019
Alberta	33 669	35 102	37 408	38 856	40 121	41 433	37 135	38 690	38 733	39 448	40 344
Colombie-Britannique	28 225	28 969	29 722	30 982	31 512	32 610	33 038	34 782	34 925	36 789	40 423

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Estimations démographiques. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4

Revenu disponible par habitant et ses principales composantes, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019 et 2020

Région administrative	Revenu disponible			Revenu primaire			Transferts courants reçus			Transferts courants payés		
	2019 ^r	2020 ^p	Var.	2019 ^r	2020 ^p	Var.	2019 ^r	2020 ^p	Var.	2019 ^r	2020 ^p	Var.
	\$		%	\$		%	\$		%	\$		%
01 Bas-Saint-Laurent	28 112	30 414	8,2	29 276	29 451	0,6	11 900	14 205	19,4	13 063	13 242	1,4
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	28 849	31 225	8,2	32 095	31 969	-0,4	11 788	14 169	20,2	15 035	14 913	-0,8
03 Capitale-Nationale	31 778	34 196	7,6	38 880	38 791	-0,2	11 410	13 900	21,8	18 513	18 496	-0,1
04 Mauricie	27 531	29 892	8,6	28 584	28 664	0,3	12 100	14 640	21,0	13 153	13 411	2,0
05 Estrie ¹	29 743	32 395	8,9	33 237	33 556	1,0	10 929	13 626	24,7	14 423	14 787	2,5
06 Montréal	31 392	34 019	8,4	40 276	39 722	-1,4	8 670	11 868	36,9	17 553	17 572	0,1
07 Outaouais	28 840	31 055	7,7	36 633	36 524	-0,3	9 983	12 358	23,8	17 776	17 827	0,3
08 Abitibi-Témiscamingue	31 194	33 097	6,1	38 173	37 552	-1,6	10 128	12 402	22,5	17 108	16 857	-1,5
09 Côte-Nord	30 452	32 540	6,9	36 312	35 939	-1,0	10 823	13 089	20,9	16 683	16 487	-1,2
10 Nord-du-Québec	28 226	30 914	9,5	29 068	28 910	-0,5	9 099	11 863	30,4	9 941	9 860	-0,8
11 Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	28 684	30 977	8,0	27 307	27 445	0,5	13 372	15 725	17,6	11 996	12 194	1,7
12 Chaudière-Appalaches	29 834	32 178	7,9	35 214	35 184	-0,1	10 378	12 857	23,9	15 758	15 863	0,7
13 Laval	30 093	32 800	9,0	38 236	37 543	-1,8	9 064	12 377	36,6	17 207	17 119	-0,5
14 Lanaudière	29 575	32 066	8,4	35 114	34 811	-0,9	10 211	13 039	27,7	15 750	15 784	0,2
15 Laurentides	31 268	33 927	8,5	37 968	37 693	-0,7	10 119	13 106	29,5	16 820	16 872	0,3
16 Montérégie ¹	31 872	34 369	7,8	40 260	40 099	-0,4	9 789	12 467	27,4	18 177	18 197	0,1
17 Centre-du-Québec	28 117	30 588	8,8	31 049	31 103	0,2	10 271	12 891	25,5	13 203	13 406	1,5
Ensemble du Québec	30 591	33 093	8,2	37 294	37 049	-0,7	10 030	12 821	27,8	16 732	16 777	0,3

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Tableau 5

Revenu disponible par habitant, régions administratives¹, MRC² et ensemble du Québec, 2019 et 2020

Code	MRC par régions administratives	2019 ^r	2020 ^p	Var.	Code	MRC par régions administratives	2019 ^r	2020 ^p	Var.
		\$		%			\$		%
01	Bas-Saint-Laurent	28 112	30 414	8,2	07	Outaouais	28 840	31 055	7,7
07	La Matapédia	25 955	28 157	8,5	80	Papineau	27 282	29 629	8,6
08	La Matanie	27 362	29 412	7,5	81	Gatineau	28 667	30 703	7,1
09	La Mitis	26 650	28 795	8,0	82	Les Collines-de-l'Outaouais	32 842	35 786	9,0
10	Rimouski-Neigette	29 338	31 666	7,9	83	La Vallée-de-la-Gatineau	26 028	28 622	10,0
11	Les Basques	27 376	29 614	8,2	84	Pontiac	24 466	26 658	9,0
12	Rivière-du-Loup	29 390	32 083	9,2	08	Abitibi-Témiscamingue	31 194	33 097	6,1
13	Témiscouata	26 812	28 923	7,9	85	Témiscamingue	27 944	29 993	7,3
14	Kamouraska	27 941	30 175	8,0	86	Rouyn-Noranda	31 734	33 714	6,2
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	28 849	31 225	8,2	87	Abitibi-Ouest	28 905	30 631	6,0
91	Le Domaine-du-Roy	28 300	30 828	8,9	88	Abitibi	32 001	33 843	5,8
92	Maria-Chapdelaine	28 110	31 364	11,6	89	La Vallée-de-l'Or	32 455	34 343	5,8
93	Lac-Saint-Jean-Est	28 450	30 604	7,6	09	Côte-Nord	30 452	32 540	6,9
941	Saguenay	29 218	31 508	7,8	95	La Haute-Côte-Nord	28 056	29 775	6,1
942	Le Fjord-du-Saguenay	28 943	31 241	7,9	96	Manicouagan	28 624	30 891	7,9
03	Capitale-Nationale	31 778	34 196	7,6	971	Sept-Rivières	31 478	33 622	6,8
15	Charlevoix-Est	27 957	30 466	9,0	972	Caniapiscau	42 458	44 497	4,8
16	Charlevoix	29 662	32 522	9,6	981	Minganie	31 124	33 082	6,3
20	L'Île-d'Orléans	33 963	36 057	6,2	982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	29 098	30 578	5,1
21	La Côte-de-Beaupré	34 160	36 421	6,6	10	Nord-du-Québec	28 226	30 914	9,5
22	La Jacques-Cartier	35 907	38 324	6,7	991	Jamésie	32 664	34 858	6,7
23	Québec	31 668	34 058	7,5	992	Administration régionale Kativik	22 886	25 799	12,7
34	Portneuf	29 455	32 132	9,1	993	Eeyou Istchee ³	29 042	32 015	10,2
04	Mauricie	27 531	29 892	8,6	11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28 684	30 977	8,0
35	Mékinac	27 608	30 266	9,6	01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	32 248	34 870	8,1
36	Shawinigan	26 466	28 910	9,2	02	Le Rocher-Percé	28 099	30 286	7,8
371	Trois-Rivières	28 248	30 503	8,0	03	La Côte-de-Gaspé	28 963	31 375	8,3
372	Les Chenaux	26 939	29 375	9,0	04	La Haute-Gaspésie	25 915	28 104	8,4
51	Maskinongé	27 478	30 201	9,9	05	Bonaventure	28 091	30 266	7,7
90	La Tuque	25 257	27 053	7,1	06	Avignon	28 738	30 922	7,6
05	Estrie¹	29 743	32 395	8,9	12	Chaudière-Appalaches	29 834	32 178	7,9
30	Le Granit	29 120	31 613	8,6	17	L'Islet	27 893	29 992	7,5
40	Les Sources	26 503	28 152	6,2	18	Montmagny	27 932	30 084	7,7
41	Le Haut-Saint-François	27 555	29 532	7,2	19	Bellechasse	28 955	31 072	7,3
42	Le Val-Saint-François	29 384	32 166	9,5	251	Lévis	32 006	34 348	7,3
43	Sherbrooke	28 078	30 568	8,9	26	La Nouvelle-Beauce	29 306	31 795	8,5
44	Coaticook	30 389	31 356	3,2	27	Robert-Cliche	27 439	30 708	11,9
45	Memphrémagog	34 889	38 661	10,8	28	Les Etchemins	29 218	30 705	5,1
46	Brome-Missisquoi	32 542	35 953	10,5	29	Beauce-Sartigan	29 184	31 794	8,9
47	La Haute-Yamaska	29 187	31 588	8,2	31	Les Appalaches	27 623	30 124	9,1
06	Montréal	31 392	34 019	8,4	33	Lotbinière	29 679	31 547	6,3

Suite à la page 18

Tableau 5 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives¹, MRC² et ensemble du Québec, 2019 et 2020

Code	MRC par régions administratives	2019 ^r	2020 ^p	Var.	Code	MRC par régions administratives	2019 ^r	2020 ^p	Var.
		\$		%			\$		%
13	Laval	30 093	32 800	9,0	16	Montérégie ¹	31 872	34 369	7,8
14	Lanaudière	29 575	32 066	8,4	48	Acton	28 269	29 555	4,5
52	D'Au-ray	28 504	30 793	8,0	53	Pierre-De Saurel	29 423	31 789	8,0
60	L'Assomption	30 348	32 675	7,7	54	Les Maskoutains	30 460	32 763	7,6
61	Joliette	28 796	31 410	9,1	55	Rouville	31 049	32 783	5,6
62	Matawinie	28 801	31 987	11,1	56	Le Haut-Richelieu	30 545	33 098	8,4
63	Montcalm	27 757	29 887	7,7	57	La Vallée-du-Richelieu	34 917	37 711	8,0
64	Les Moulins	30 437	32 973	8,3	58	Longueuil	33 018	35 730	8,2
15	Laurentides	31 268	33 927	8,5	59	Marguerite-D'Youville	32 902	35 103	6,7
72	Deux-Montagnes	29 904	32 055	7,2	67	Roussillon	30 744	33 076	7,6
73	Thérèse-De Blainville	34 163	36 683	7,4	68	Les Jardins-de-Napierville	28 944	32 350	11,8
74	Mirabel	31 255	33 775	8,1	69	Le Haut-Saint-Laurent	27 704	29 809	7,6
75	La Rivière-du-Nord	29 069	31 479	8,3	70	Beauharnois-Salaberry	28 516	31 188	9,4
76	Argenteuil	27 163	30 065	10,7	71	Vaudreuil-Soulanges	32 853	35 101	6,8
77	Les Pays-d'en-Haut	37 548	41 965	11,8	17	Centre-du-Québec	28 117	30 588	8,8
78	Les Laurentides	30 795	33 973	10,3	32	L'Érable	28 046	30 010	7,0
79	Antoine-Labelle	27 168	29 887	10,0	38	Bécancour	27 868	30 386	9,0
					39	Arthabaska	28 418	30 827	8,5
					49	Drummond	27 930	30 526	9,3
					50	Nicolet-Yamaska	28 311	30 875	9,1
					Ensemble du Québec		30 591	33 093	8,2

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
2. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
3. Toponyme non officiel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Autre publication d'intérêt

[Panorama des régions du Québec – Édition 2021](#)

Novembre 2021

À paraître

Panorama des régions du Québec – Édition 2022

Septembre 2022

Tableaux statistiques d'intérêt

[Statistiques sur le revenu disponible](#)

Régions administratives du Québec

01 BSL	Bas-Saint-Laurent
02 SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03 CAPN	Capitale-Nationale
04 MAUR	Mauricie
05 ESTR	Estrie
06 MTL	Montréal
07 OUT	Outaouais
08 ABT	Abitibi-Témiscamingue
09 CN	Côte-Nord
10 NQC	Nord-du-Québec
11 GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12 CHAPP	Chaudière-Appalaches
13 LAV	Laval
14 LAN	Lanaudière
15 LAUR	Laurentides
16 MGIE	Montréal
17 CQC	Centre-du-Québec

Abréviations et signes conventionnels

...	N'ayant pas lieu de figurer
\$	En dollars
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
n	Nombre
—	Donnée infime
%	Pour cent
Var.	Variation

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions*, [En ligne], mai, L'Institut, p. 1-19. [\[statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-disponible-par-habitant-bilan-2020-quebec-regions.pdf\]](https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-disponible-par-habitant-bilan-2020-quebec-regions.pdf).

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Stéphane Ladouceur

Direction des statistiques sectorielles et du développement durable :

Patrick Monsengo

Avec la collaboration de :

Virginie Lachance, assistance technique

Maxime Keith, cartographie

Hugo Delisle, économiste

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Photo en couverture : SPIO CRACHO / Shutterstock

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :

418 691-2401

1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cjd@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2022

ISSN 2816-6523 (en ligne)

© Gouvernement du Québec

Institut de la statistique du Québec, 2022

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction